

Sommet pour un nouveau pacte financier international : contexte et défis

Image not found or type unknown

Par Maritza Gutiérrez

Une centaine de pays, dont la moitié représentés par leurs chefs d'État ou de gouvernement, se réuniront les 22 et 23 juin à Paris pour travailler, selon les organisateurs, à une "véritable transformation du système financier international", qui date du milieu du XXe siècle.

Rappelons qu'en novembre 2022, à l'occasion du sommet du G20 et à l'issue d'une COP27 aux résultats mitigés, Emmanuel Macron avait annoncé l'organisation d'une conférence internationale à Paris cette année, dans le but d'analyser et d'élucider l'adoption "de toutes les voies et moyens pour accroître la solidarité financière avec les pays du Sud".

Cependant, cette annonce s'inscrit dans un contexte international complexe : d'une part, la crise climatique, qui menace particulièrement les États insulaires, a suscité une initiative de la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, pour le financement de l'action climatique, également connue sous le nom d'"Initiative de Bridgetown", qui vise à faciliter l'accès aux financements internationaux pour les pays les plus vulnérables au changement climatique.

Si l'annonce du Président Macron s'inscrit dans la continuité de l'Initiative de Bridgetown, le Sommet de Paris a pour objectif de proposer des solutions aux problèmes de financement qui dépassent la question climatique, comme l'accès aux soins et la lutte contre la pauvreté, suite au scénario complexe de l'après-covid, à la guerre en Ukraine et à ses conséquences.

Comme résultat, de nombreux pays ont perdu leur capacité à financer l'accès de leurs populations aux services sociaux de base. À cet égard, le PNUD a confirmé un déclin du développement humain dans

neuf pays sur dix dans le monde, principalement en raison d'une diminution de l'espérance de vie et d'une augmentation de la pauvreté.

Les organisateurs ont également annoncé quatre objectifs majeurs qui seront traités par quatre groupes de travail : fournir des financements et un espace fiscal aux pays ayant des difficultés à court terme, en particulier les plus endettés ; encourager le développement du secteur privé dans les pays à faible revenu ; promouvoir les investissements dans les infrastructures "vertes" pour la transition énergétique dans les pays émergents et en développement ; et mobiliser des financements innovants pour les pays les plus vulnérables au changement climatique.

Un élément qui semble distinguer la proposition est que les organisateurs ont exprimé leur intérêt pour les contributions possibles des acteurs de la société civile et du secteur privé.

Une centaine de pays participeront au sommet, la moitié d'entre eux étant représentés par leur chef d'État ou de gouvernement ; le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et Ursula Von der Leyen, présidente de la Commission européenne, seront également présents, ainsi que d'autres représentants de haut niveau d'organisations internationales.

Malgré les bonnes motivations et les objectifs du sommet, le contexte reste complexe pour "construire un nouveau contrat entre le Nord et le Sud", selon certains experts.

Le sommet ouvre un espace de révision des institutions créées après la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) à Bretton Woods, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, selon l'Élysée, tout en rappelant que la France s'est proposée pour accueillir le sommet, mais - et c'est bien réel - "n'a pas la capacité de décider".

Néanmoins, la France a annoncé sa ferme intention de donner une impulsion politique au projet international de taxe sur les émissions de carbone du transport maritime, un objectif ambitieux, à deux semaines d'une réunion cruciale de l'Organisation maritime internationale.

L'Amérique latine sera présente au Sommet pour un nouveau pacte financier international qui se tiendra à Paris les 22 et 23 juin au Palais Brongniart, avec le Premier ministre de la Barbade, Mia Mottley, qui délivrera un message lors de la cérémonie d'ouverture.

Le président de la Colombie, Gustavo Petro, interviendra lors de l'une des six tables rondes prévues, intitulée "Une nouvelle approche : des partenariats pour la croissance verte".

Le président brésilien Lula da Silva et le président cubain Miguel Díaz-Canel seront également présents en sa qualité de président pro tempore du groupe des 77 + la Chine.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/326176-sommet-pour-un-nouveau-pacte-financier-international-contexte-et-defis>



Radio Habana Cuba